

Rapport de la Cour des comptes sur la politique en faveur du commerce de proximité

21 novembre 2023

Le 29 septembre 2023, la Cour des comptes a publié un rapport thématique consacré à la politique de l'État en faveur du commerce de proximité, sur la période 2017-2022. Le périmètre étudié comprend les très petites entreprises du commerce de détail et de services aux particuliers. L'alimentation, avec les commerces spécialisés (épiceries, cavistes, primeurs), l'artisanat commercial (boulangeries, boucheries) et les services dominant ce secteur. Il compte 700 000 entreprises pour 1,1 million d'emplois et 68 % des structures n'ont pas de salariés. Le chiffre d'affaires annuel moyen est de 223 000 €, avec de fortes disparités. Dans l'alimentaire, leur part de marché a connu une baisse importante entre 1993, où elle s'établissait à 22 %, et 2017 (17 %), au profit de la grande distribution. Elle est ensuite remontée à 20 % en 2021. La progression des supérettes (surface inférieure à 400 m²) depuis 2011 est notable (figure ci-dessous).

Évolution des ventes entre 2011 et 2021 par type de commerce (en %)

<i>Type de commerce</i>	Part de la population (1)	Nombre de personnes (1)
<i>Boulangerie</i>	2,7 %	1 819 800
<i>Boucherie - Charcuterie</i>	9,7 %	6 537 800
<i>Fleuriste</i>	10,8 %	7 279 200
<i>Épicerie - Supérette</i>	8,9 %	5 998 600

Source : Cour

des comptes

Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

Source : [Cour des comptes](#)